ÉCONOMIE • INDE

L’Inde, cinquième puissance mondiale aux pieds d’argile

Le pays dirigé par Narendra Modi accueille, samedi 9 et dimanche 10 septembre, les chefs d’Etat du G20. Si l’économie indienne affiche une croissance insolente, cette expansion peine à masquer des déséquilibres criants.

Par Carole Dieterich (New Delhi, correspondance) et Sophie Landrin (New Delhi, correspondante)
Publié le 09 septembre 2023 à 05h30, modifié le 10 septembre 2023 à 08h41
• Lecture 4 min.

Article réservé aux abonnés

Un poste de contrôle de la circulation mis en place avant le sommet du G20, à New Delhi, le 8 septembre 2023. ALTAF QADRI / AP

La performance vaut autant que le symbole. À l'occasion des 75 ans de son indépendance, survenue en 1947, l'Inde s'est hissée au rang de cinquième économie mondiale, dépassant le Royaume-Uni, l'ancienne puissance coloniale qui régna sur le sous-continent pendant deux siècles et pilla allègrement ses ressources.

Lire aussi : G20 : les pays membres dénoncent l'« emploi de la force » en Ukraine sans faire mention explicitement de « l'agression » russe

Les plus optimistes, le premier ministre, Narendra Modi, en tête, prédisent que l'heure de l'Inde est venue. Le pays le plus peuplé de la planète, avec son 1,4 milliard d'habitants, son fantastique réservoir de main-d'œuvre et sa population jeune, serait promis à supplanter la Chine, l'ancienne usine du monde devenue moins attractive depuis la crise due au Covid-19.

Pour l'heure, la cinquième puissance mondiale, qui accueille les chefs d'Etat du G20 les 9 et 10 septembre, n'est encore qu'un colosse aux pieds d'argile, très éloigné du niveau de développement des autres grandes économies. Narendra Modi l'a lui-même reconnu, en fixant l'horizon de 2047 pour faire de l'Inde un pays développé. Le pays affiche certes une croissance insolente de 7,2 % (2022-2023) mais celle-ci ne suffit pas à absorber les quelque 10 à 12 millions de nouveaux entrants qui arrivent chaque année sur le marché de l'emploi.

« L'Inde apparaît comme l'économie qui connaît la croissance la plus rapide au monde, mais derrière les panneaux d'affichage se cachent des drames humains à grande échelle », relève Ashoka Mody dans une tribune dans *Project Syndicate*. Pour l'économiste de l'université de Princeton et ancien de la Banque mondiale, *« l'incapacité à créer des emplois est liée à un secteur manufacturier à la peine qui reflète les difficultés du pays à s'insérer dans le commerce mondial »*.

Economie informelle

C'est une des caractéristiques de l'économie indienne : le secteur industriel et manufacturier, principale source d'emplois dans toutes les économies en développement prospères, reste totalement atrophié dans le pays. Malgré des performances notables dans les services et dans des industries de

pointe, comme la production de vaccins et de médicaments ou le numérique, l'agriculture continue d'être le plus gros réservoir d'emplois, souvent sous-payés, un amortisseur pour les familles dans cette économie majoritairement informelle. La part de travailleurs y est complètement disproportionnée au regard de sa contribution à la richesse, puisque l'agriculture emploie 44 % de la population active mais représente 15 % du produit intérieur brut (PIB).

Un hôpital de Srinagar (Inde), le 10 avril 2023. TAUSEEF MUSTAFA / AFP

Parmi tous les pays du G20, l'Inde affiche le plus faible revenu par habitant (2 085 dollars, soit 1 947 euros), compte le plus grand nombre de personnes pauvres vivant de rations alimentaires (800 millions de personnes), et se classe 107e sur 123 pays dans l'indice de la faim dans le monde. Le PIB par habitant est cinq fois moins élevé qu'en Chine, dix-huit fois moins qu'au Royaume-Uni. *« Même le calcul par habitant n'est pas suffisant car il ne prend pas en compte les inégalités »,* indique Reetika Khera, économiste du développement, professeure à l'Indian Institute of Technology de New Delhi.

Lire aussi : En Inde, Narendra Modi débarrasse New Delhi de sa pauvreté le temps du G20

En Inde, selon l'organisation non gouvernementale Oxfam, les 10 % les plus aisés s'approprient 77 % de la richesse nationale. Chaque seconde, près de deux personnes tombent dans la pauvreté en raison de dépenses de santé, dans ce pays qui ne dispose quasiment d'aucun filet de sécurité en la matière. *« Plus que de simples indicateurs basés sur le revenu, il nous faut examiner des indicateurs de développement comme l'espérance de vie, la mortalité infantile ou encore les niveaux d'éducation, où nos performances sont encore bien pires que si l'on s'attarde sur le revenu par habitant »*, regrette Mme Khera.

L'Etat sous-investit dans la santé et l'éducation

Pour combler les inégalités, le gouvernement Modi a privilégié une politique d'aides directes aux plus pauvres pour l'achat de bouteilles de gaz, la construction de maisons, l'installation de toilettes et de robinets d'eau. *« Cette politique de* new welfare [nouveau bien-être] *se fait en partie au détriment du rôle traditionnel de l'Etat dans les domaines de la santé et de l'éducation »,* souligne Mme Khera. Selon l'économiste, les dépenses de santé publique représentent à peine plus de 1 % du PIB, un

investissement dérisoire malgré des besoins colossaux. *« A titre de comparaison,* souligne-t-elle*, le Brésil consacre 4,6 % de son PIB à la santé. Les contributions au logement et au gaz de cuisine sont importantes, mais c'est comme donner du poisson aux gens plutôt que de leur apprendre à pêcher. »*

Lire aussi le reportage : L'Inde oubliée des villages : « Sail, c'est un endroit éloigné, très retardé, très pauvre, qui n'offre pas d'avenir, mais c'est là d'où je viens »

Le secteur de l'éducation souffre d'un même sous-investissement. *« Nous avons les compétences scientifiques nécessaires pour poser une sonde sur la Lune mais, dans la classe d'âge des 14 ans, 30 % ne savent pas lire un texte de CE1 et 55 % ne savent pas faire une simple multiplication ou une division. Le goût de notre développement est amer »,* a accusé Palaniappan Chidambaram, ancien ministre des finances et député de l'opposition au Congrès.

Frilosité des investisseurs étrangers

La cinquième puissance se rêve en nouvelle Chine. Les entreprises ont certes commencé à quitter le pays de Mao et à relocaliser les chaînes de production mais, pour l'instant, l'Inde ne constitue pas une destination de choix, concurrencée notamment par le Vietnam. En dehors des géants de la téléphonie, comme Apple qui fabrique une partie de ses iPhone dans le sud du pays, les constructeurs ne se pressent pas. La progression des investissements étrangers reste très en deçà des attentes.

« Les dirigeants et PDG occidentaux disent beaucoup de bien de l'Inde mais, en ce qui concerne leurs engagements réels en capitaux dans l'économie indienne, ils se montrent bien plus prudents », confirme Mihir Sharma, économiste. Selon le spécialiste, les actes ne suivent pas les paroles : *« La Chine a reçu près de quatre fois plus d'investissements étrangers que l'Inde en 2022 »,* et l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (Asean) *« reçoit 4,5 fois plus d'investissements étrangers que l'Inde, et ces flux d'investissements augmentent plus rapidement en Asie du Sud-Est qu'en Inde »*.

Dans une école d'Hyderabad (Inde), le 13 juin 2022. NOAH SEELAM / AFP

Lire aussi la chronique : « Dans un système international en pleine fragmentation, la rivalité entre la Chine et l'Inde s'exacerbe à l'ombre du G20 »

La frilosité des investisseurs tient à l'instabilité et à la brutalité des décisions prises au sommet de

l'Etat, comme la démonétisation en novembre 2016, au manque d'unification des règles, aux risques liés au dérèglement climatique, particulièrement importants en Inde, et au retard des infrastructures, en dépit des investissements importants réalisés ces dernières années. Or, pour un pays comme l'Inde, avec ses déficits commerciaux, ses ressources fiscales limitées et une population nombreuse, les investissements privés sont essentiels à la croissance économique et à la création d'emplois.

L'ouverture du marché à la concurrence internationale, à partir des années 1990, s'est refermée avec l'arrivée de Narendra Modi. Depuis, le gouvernement continue de cultiver les contradictions entre ouverture et protectionnisme, incitant les investisseurs à s'installer sur le territoire national tout en multipliant les barrières aux importations.

Carole Dieterich (New Delhi, correspondance) et **Sophie Landrin** (New Delhi, correspondante)

Services *Le Monde*

Découvrir

Cours en ligne, cours du soir, ateliers : développez vos compétences

Testez votre culture générale avec la réda du Monde